

Quand les jeunes de la rue se mettent à l'écriture

Anne-Marie Brunet

Michel Parazelli, professeur à l'École de travail social de l'UQAM depuis août 2000, n'aime pas les étiquettes. Pour lui le phénomène des jeunes de la rue n'est pas un «sac à symptômes» mais une réalité sociale que la Ville de Montréal, grâce à ses initiatives, commence à accepter (contrairement à Toronto!).

Il dirige actuellement une recherche-action visant à donner aux jeunes de la rue une voix politique. S'inspirant d'une expérience française en sociopsychanalyse, il a mis en place un dispositif, c'est-à-dire une structure permettant aux jeunes de s'approprié un espace social dans une société qui les rejette et les marginalise.

Au coin de la rue... l'aventure?

Pourquoi certains jeunes décident-ils de quitter leur famille ou leur foyer d'accueil pour aller vivre dans la rue? C'est une question complexe et dérangeante sur laquelle s'est penché Michel Parazelli, dans le cadre de ses études doctorales en études urbaines à l'UQAM. Quand on lui demande comment des études dans ce domaine l'ont conduit à l'École de travail social, il répond qu'elles sont interdisciplinaires et qu'elles préparent à réfléchir sur des problématiques reliées à l'espace urbain comme le phénomène des jeunes de la rue.

«Aujourd'hui notre société demande aux jeunes de devenir autonomes rapidement», explique M. Parazelli. Or nos valeurs sont complètement bouleversées depuis les années 60 et il devient difficile de les transmettre adéquatement. «Certains



Photo : Andrew Dobrowolskyj

Michel Parazelli, professeur à l'École de travail social.

jeunes arrivent moins bien à s'en sortir que d'autres. Ils proviennent de familles où les parents n'ont pas su jouer correctement leur rôle de transmetteurs et la transmission a été incomplète. Nous faisons face à une problématique d'ados cherchant à définir leur identité.» Fuyant un contexte familial inadéquat — où on leur donne des messages contradictoires, les rejette, les ignore ou les bat — ils pensent trouver dans la rue ce qui leur manque.

La vie dans la rue n'est ni bonne ni mauvaise en soi, poursuit-il, elle peut apporter une certaine forme de

protection sociale et de survie identitaire mais aussi offrir une grande part de souffrance, de violence, etc. «Pour plusieurs, la vie dans la rue prend la forme d'un rite de passage, détraqué peut-être, mais un rite tout de même.» La plupart passent au travers mais une minorité y laisseront leur peau. Partant de ce constat corroboré par les travailleurs de rues, M. Parazelli s'est dit qu'il serait intéressant de mettre en place une structure favorisant justement ce passage et donc de faire un travail d'accompagnement dans le respect des choix des individus.

Un projet audacieux

Convaincre des élus municipaux, des jeunes ainsi que des intervenants de discuter par voie épistolaire pendant 14 mois est le pari que Michel Parazelli a réussi à relever. Cette expérience de négociation de groupe à groupe a rencontré tant d'enthousiasme que, depuis mars 2001, elle est permanente et est supportée financièrement — pour une période de trois ans — par la Fondation de la famille McConnel.

«Notre projet est unique au pays, dit fièrement Michel Parazelli, et en plus il est cité en exemple par le groupe Desgenettes», un groupe français d'intervenants

en sociopsychanalyse, mis en place à Paris par Gérard Mendel. Le projet de l'UQAM a pour objectif d'initier un processus de socialisation démocratique favorisant un mouvement d'appropriation de l'acte pour l'ensemble des acteurs impliqués et plus particulièrement chez les jeunes de la rue. Pour réaliser son expérience, le professeur Parazelli apporte une innovation audacieuse au modèle de Mendel, en ce sens qu'il ne travaille pas en institution, mais en milieu ouvert.

Six groupes sont impliqués : deux groupes de 15 jeunes de la rue, de 15 à 25 ans, sélectionnés par quatre organismes oeuvrant auprès de cette population et qui sont impliqués dans le projet; quatre intervenants jeunesse; trois conseillers municipaux au fait du dossier; quatre policiers; trois commerçants et le comité de coordination.

Ce type de structure a un avantage certain sur, par exemple, une table de concertation, explique M. Parazelli, où «le réflexe familiariste, de manière inconsciente, se met à l'œuvre. Chacun des participants va prendre un rôle comme dans une famille nucléaire (père, mère, enfants). Cette structure est problématique car elle maintient la dépendance des jeunes par rapport aux pouvoirs en place.»

Dans le modèle imaginé par Mendel, les groupes homogènes ne se rencontrent pas. Ils communiquent plutôt, les uns avec les autres par le moyen de l'écriture et sont aidés par des animateurs.

Les rencontres mensuelles doivent porter sur des problématiques en lien avec la vie dans la rue et doivent obligatoirement déboucher sur la formulation d'un message. Elles ont lieu à l'UQAM, «un lieu symbolique qui rappelle aux participants qu'ils sont là pour réfléchir», affirme M. Parazelli.

Les jeunes sont rémunérés 50 \$ par rencontre. Bien sûr, certains ne viennent que pour cela, avoue Michel Parazelli, mais ce n'est pas la majorité. «Il s'agit d'un gros travail pour eux», continue-t-il. «Ils doivent faire un effort pour se faire comprendre, se mettre dans la peau de leurs interlocuteurs. La plupart d'entre eux se prêtent bien au jeu. Ils acceptent de respecter un cadre assez rigide parce que les règles ont un sens pour eux.» Mais c'est lorsqu'ils reçoivent une réponse à leur missive qu'ils voient concrètement la portée du projet.

Étonnamment, ce sont ces jeunes qu'on dit instables et irresponsables qui ont jusqu'à maintenant le mieux participé à l'aventure. Les élus municipaux se sont absentés quatre mois lors de l'expérience pilote. Depuis le changement d'équipe à la Mairie, les nouveaux représentants de ce groupe ne se sont pas encore réunis. «Nous sommes en attente d'une réponse de la part de la nouvelle équipe municipale», de dire Michel Parazelli optimiste.